

# SOLIDAIRES



**RAPPELEZ-VOUS LES ÉLECTIONS DE 2015, POUR LA PREMIÈRE FOIS, IL Y AVAIT UNE MAJORITÉ UDC-PLR AU CONSEIL NATIONAL.**

On allait voir ce qu'on allait voir, nous disaient-ils. Cette nouvelle majorité a commencé par déséquilibrer le Conseil fédéral, en y élisant, tour à tour, Guy Parmelin puis Ignazio Cassis.

## Une législature calamiteuse, ça suffit



Roger Nordmann, conseiller national (VD)

Quatre ans plus tard, quel est le bilan? Maigre, voire très maigre. Parmi les échecs les plus spectaculaires, on peut noter les quatre dossiers suivants:

Premièrement, avec des majorités très courtes – une à trois voix – l'UDC et les PLR ont vidé de quasiment toute sa substance la loi sur le CO<sub>2</sub>. S'ils ont été sanctionnés lors des élections cantonales qui ont suivi, ils ont quand même permis au lobby pétrolier et à celui de l'aviation d'engranger une victoire d'étape dans la lutte contre la réduction de la consommation de pétrole.

Deuxièmement, dans le dossier européen, les conseillers fédéraux PLR Cassis et Schneider-Ammann ont attaqué les mesures d'accompagnement. Ils ont négocié un accord-cadre sans se préoccuper du consensus interne. Alors que, depuis 20 ans, tous les efforts d'ouverture reposaient sur une alliance entre partisan-e-s de

l'ouverture et de la protection des salaires, ces deux ministres sont parvenus à embourber le dossier.

Troisièmement, la tentative de surcharger la troisième réforme de l'imposition des entreprises nous a forcés à lancer le référendum. Leur projet était tellement déséquilibré que nous avons facilement gagné devant le peuple.

Quatrièmement, l'alliance PLR et UDC est parvenue à torpiller le projet de réforme des retraites «Prévoyance 2020». Avec, pour résultat, une situation toujours extrêmement précaire pour les femmes dans le deuxième pilier, tout comme d'ailleurs l'équilibre financier de celui-ci.

La liste des ratages de cette majorité arrogante est considérable et pourrait être dûment prolongée. Mentionnons encore trois cafouillages de première classe: après avoir fait le forçage pour augmenter les franchises de l'assurance-maladie, le camp bour-

geois a abandonné ce projet lors du vote final des chambres au printemps 2019. Cette manœuvre était dans la ligne d'une autre, datant du tout début de la législature. PLR et UDC avaient supprimé le contrôle de l'ouverture des cabinets médicaux. S'en était suivi une explosion des coûts qui les avait obligés, quelques mois plus tard, à revenir en arrière. Enfin, pour compléter le best of du cabinet des horreurs, mentionnons leur tentative de voter des projets autoroutiers dont le coût n'avait pas été estimé. Elle s'est logiquement heurtée à un problème pratique lors du vote sur le frein à l'endettement: comment additionner des chiffres qui n'existent pas? Le projet est actuellement en réévaluation au Conseil des États ...

La tentative d'imposer ce programme de la droite dure constitue donc un échec sur toute la ligne. Paradoxalement, les deux seuls succès substantiels de la législature ont eu lieu dans les dossiers où cette majorité a été complètement divisée.

C'est d'abord celui de la stratégie énergétique 2050, qui interdit la construction de nouvelles centrales nucléaires. Il a été accepté malgré l'opposition de l'UDC et la division du PLR. Mais cela n'a été possible que parce que l'essentiel du travail avait été fourni lors de la législature précédente.

Quant au projet de réforme fiscale et de financement de l'AVS, il a été adopté au Parlement contre l'opinion d'une large majorité du groupe UDC. Il est né sur les cendres encore fumantes de la

RIE III et de «Prévoyance 2020». Finalement, alors qu'ils prétendaient affaiblir l'AVS grâce à leur victoire à la Pyrrhus contre «Prévoyance 2020», les libéraux radicaux ont été obligés de s'allier avec nous pour en renforcer le financement.

Le bilan est sans appel: cette majorité de droite dure ne sert pas les intérêts du pays. Pour l'instant, notamment grâce aux efforts et aux menaces référendaires du PS, nous sommes parvenus à les freiner dans une certaine mesure. Mais si, par malheur, ils parvenaient à sauver leur majorité et enchaîner une nouvelle législature du même type, il faut craindre qu'ils parviennent, dans plusieurs dossiers, à imposer à la Suisse la loi du plus fort.

Or ce dont la Suisse a besoin, c'est au contraire d'une politique constructive, basée sur la coopération, la solidarité et l'intérêt général. Ce sont ces principes qui nous aideront à relever les défis de notre époque. Je pense en particulier à la question du climat et de l'énergie, à celle de l'égalité entre hommes et femmes, à la question des primes d'assurance-maladie et au droit à chacune et chacun d'être suffisamment formé pour trouver un emploi. C'est pour faire avancer ces projets que nous devons gagner les élections!

# L'initiative pour les glaciers



Claudia Friedl,  
conseillère  
nationale (SG)

Le réchauffement climatique poursuit sa course folle. Depuis 1995, toutes les années ont été plus chaudes que les moyennes enregistrées de 1960 à 1990. La température moyenne a augmenté de plus de 1°C à l'échelle planétaire – et même de 2°C en Suisse, une valeur supérieure à la moyenne. Impossible de ne pas le voir: année après année, les glaciers perdent de l'épaisseur. Année après année, les cyclones redoublent de vigueur, car les mers et les océans se réchauffent.

Les jeunes l'ont bien compris. Aux quatre coins du globe, ils descendent dans la rue mois après mois parce que les adultes, frappés d'une coupable incurie, détruisent leur avenir. La jeune génération exige une réduction des émissions nettes de CO<sub>2</sub> à zéro d'ici à 2030. La majorité de la population a pris conscience de la nécessité d'une

action urgente. Le PS lutte depuis longtemps pour des mesures efficaces et a encore intensifié la pression ces derniers mois. Lors de l'Assemblée des délégué-e-s de juin 2018, le PS a adopté un papier de position sur le climat. Celui-ci exige «de l'action, non des illusions». Lors des dernières sessions parlementaires, le PS a déposé de nombreuses interventions sur le thème du climat. Trafic aérien, mobilité, rénovation des bâtiments, énergies renouvelables, place financière ou temps de travail. Toute une série de solutions ont été proposées et mises sur la table – il est grand temps d'agir.

Même en dehors de la politique institutionnalisée et du mouvement de la jeunesse en faveur du climat, des forces s'unissent pour faire un pas en avant. L'Association suisse pour la protection du climat a préparé une initiative, baptisée «initiative pour les glaciers». Le début du mois de mai marque le début de la récolte des signatures. L'initiative pour les glaciers exige l'ajout d'un article 74a dans la Constitution fédérale. Outre la durabilité, l'environnement et l'aménagement du terri-

toire, il s'agit d'introduire dans la constitution le thème de la politique climatique. La demande principale est simple et reprend l'objectif de l'Accord de Paris sur le climat: une réduction des émissions nettes de CO<sub>2</sub> à zéro d'ici à 2050. À partir de 2050, les combustibles et les carburants fossiles ne doivent plus pouvoir être mis en circulation. Pour le PS, le texte doit exiger que la politique climatique soit axée sur le renforcement de l'économie nationale et sur la compensation sociale. La transition écologique ne doit pas se faire aux dépens des plus pauvres. L'élaboration de la loi de mise en œuvre révélera l'ampleur du «changement de système» nécessaire pour cela – un changement exigé par les jeunes. Même si les exigences de l'initiative sont moins radicales que celles de la génération climat, qui veut atteindre l'objectif du zéro net dès 2030, il s'agit d'un objectif fort. Le temps est de toute façon extrêmement court pour faire adopter ce scénario par notre économie dans son ensemble et notre mode de vie. Pour que la moindre amélioration puisse se produire, les pre-

miers prérequis sont des conditions-cadres claires et une action immédiate. L'initiative contient donc des dispositions transitoires stipulant qu'il faut des phases de démantèlement contraignantes, avec des objectifs intermédiaires. Le Parlement doit enfin se mettre au travail. Avec la composition actuelle du Parlement, il est cependant impossible de formuler des dispositions viables, même si le PLR s'est découvert, comme par enchantement, une «fibre verte». L'initiative est radicale, bien que les revendications des jeunes le soient encore davantage. Cependant, l'initiative fait pression sur les politiciens et politiciennes pour assurer une restructuration socialement acceptable et écologique de l'économie énergétique. La pression doit venir de la rue, des manifestations et de l'initiative pour les glaciers. Et il faut un changement au Parlement. Avec la majorité absolue actuelle de l'UDC et du PLR, préserver le climat avec sagesse est mission impossible. Le PS a de bonnes recettes contre le réchauffement climatique. La présence d'un PS fort au Parlement permettra de les appliquer.



Le PS Suisse a adopté la prise de position « Travail et formation pour toutes et tous » lors de l'Assemblée des délégué-e-s en mars 2019.

**UN DES QUATRE AXES DE CAMPAGNES DU PARTI SOCIALISTE EN VUE DES ÉLECTIONS FÉDÉRALES DE CET AUTOMNE**, c'est l'idée de la seconde chance pour toutes et tous dans le marché du travail. Pour parler de ce marché, il faut regarder son pendant, les chiffres du chômage. Année après année, les ministres de l'économie se frottent les mains et s'auto-congratulent. Sauf qu'ils refusent de voir la réalité en face. Ils s'arrêtent derrière un taux de chômage particulièrement bas, fourni par le SECO, mais qui ne prend pas en compte la réalité que vivent les cantons et communes qui gèrent, jour après jour, l'aide sociale et les travailleuses et travailleurs dans un marché du travail toujours plus précarisé.

# Le marché du travail entre mythe



Ada Marra,  
conseillère  
nationale (VD)

## Les chiffres

Ainsi, aux chiffres énoncés par le SECO (119 661 personnes au chômage à fin décembre 2018), il convient de rajouter les quelque 250 000 personnes à l'aide sociale. Sans compter celles et ceux qui renoncent à la demander (entre 30 et 40 % des ayants droit ne la demandent pas selon les estimations).

Il faut encore y ajouter les 300 000 personnes travaillant à temps partiel qui souhaiteraient travailler plus, mais qui ne trouvent pas de solutions.

Il faut également compter les chômeurs/euses qui sortent de la statistique du SECO parce

qu'ils ont trouvé un stage qui, in fine, soit ne débouche pas sur un contrat, soit aboutit à un emploi très précaire, repoussant irrémédiablement ces personnes à devoir chercher un nouvel emploi.

Bref, la réalité est plus complexe que le seul chiffre idyllique énoncé par l'administration et son représentant politique.

## Le projet socialiste

Le Parti socialiste revient à la charge avec une certitude: toute personne a droit à un travail décent, indépendamment de son statut, de son âge, de son sexe, de son handicap ou non: un travailleur de plus de 50 ans qui doit réapprendre un métier au vu de l'espace toujours plus important de la numérisation, un-e jeune qui a raté le coche de la scolarité et se retrouve à l'aide sociale, un-e migrant-e dont les compétences ne sont soit pas reconnues, soit pas suffisantes, une mère de famille

à l'aide sociale qui voudrait entamer une nouvelle formation, mais perdrait ainsi une partie de son revenu, etc.

Le PS estime que la formation professionnelle et la formation continue en cours d'emploi sont la clef pour parvenir à ce but, car il y a ce constat: il est plus difficile de retrouver du travail pour les personnes quand elles sont au chômage.

## Les + de 50 ans

Nous sommes alertés depuis plusieurs années sur le phénomène des travailleurs/euses de plus de 50 ans, puisque nous vivons dans un marché du travail où 50 ans c'est être vieux. Selon une étude de la Haute école spécialisée bernoise (HESB), seuls 13,9 % des chômeurs de plus de 50 ans rejoignent « durablement » le marché de l'emploi. Pour les autres, des difficultés très importantes peuvent voir le jour. La Conférence suisse

des institutions d'aide sociale (CSIAS) a lancé début 2018 un cri d'alarme: le nombre de chômeurs de 55 à 64 ans, en fin de droit, qui se retrouvent à l'aide sociale, a explosé de 50,5 % entre 2010 et 2016, passant de 20 011 à 30 110 personnes touchées. Et comme pour les autres catégories de travailleurs/euses, ils ne s'annoncent pas tous. Avec des conséquences lourdes: ils vident leur deuxième pilier lorsque la caisse de pension le permet.

Le Parti socialiste a proposé plusieurs mesures au Parlement; allant d'une plus grande protection du travailleur 50+ lorsqu'il est au chômage, par exemple grâce à une prolongation de ce droit, en passant par l'interdiction de le licencier si le motif à pour vocation de le substituer par de la main-d'œuvre meilleure marché.

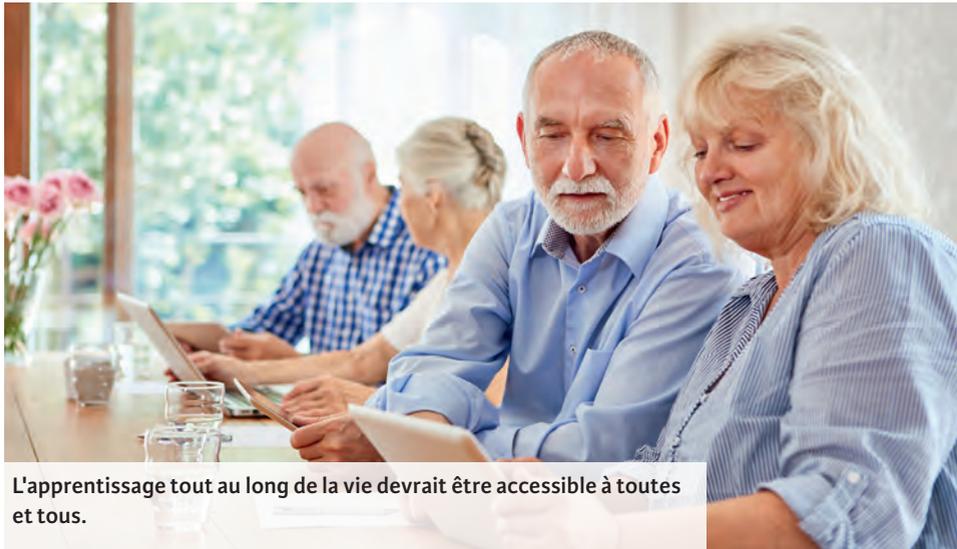
Cette catégorie de travailleurs/euses doit faire face à un paradoxe: soit leur profil est trop spé-



JONAS ZÜRCHER



Le PS demande une meilleure protection contre le licenciement des employé-e-s âgés de 50 ans et plus.



L'apprentissage tout au long de la vie devrait être accessible à toutes et tous.

# he et réalité

cialisé et coûte donc plus cher à l'employeur, soit leurs compétences en matière numérique est jugée insuffisante. Et c'est bien là que nous voulons agir. Les protéger au chômage c'est bien, mais, faire en sorte que ces personnes ne sortent pas du marché du travail, c'est beaucoup mieux.

## Un fonds pour la formation et le maintien du niveau de vie

Le maître-mot, c'est «formation continue». Mais cela ne suffit pas. Il faut faire en sorte que la sécurité financière de ces personnes, de ces adultes qui doivent se repositionner dans la formation, soit assurée.

Ce que nous proposons aux forces vives de ce pays, c'est une offensive massive, pragmatique et réaliste pour ne pas sortir du marché du travail, pour pouvoir plus facilement y entrer, pour consolider leurs chances. Deux axes dans cette offensive: assurer un em-

ploi pour toutes et tous, indépendamment de son âge, de son sexe, de son origine et assurer la situation financière de ces personnes qui sont dans une situation transitoire de formation.

Tout cela a évidemment un coût. La Confédération a fait 23 milliards de bénéfices en 10 ans avec, comme idéologie, le «tout à la dette» pour l'utilisation des bénéfices. Nous pensons qu'il faut investir en faveur de notre population. C'est pourquoi nous demandons qu'au moins la moitié des excédents annuels de la Confédération (2 milliards structurels) soit mis dans un fonds pour ce projet: formation, mais aussi maintien du niveau de vie, durant cette phase transitoire.

La cohésion sociale ne se décroète pas; elle se construit par des actes. Et celui-ci en est un essentiel.

## Informations de première main

En leur proposant le magazine «Solidaires», le PS Suisse donne à ses donatrices et donateurs des informations de première main sur les développements politiques actuels. Les élu-e-s socialistes du Conseil national et du Conseil des États rédigent des articles concernant leurs domaines de prédilection respectifs pour informer au sujet de notre travail politique. C'est grâce à votre soutien que notre engagement pour les valeurs socialistes peut continuer et se renforcer.

Si vous souhaitez recevoir «Solidaires» régulièrement, sans engagement, veuillez nous faire parvenir votre adresse postale à [solidaires@pssuisse.ch](mailto:solidaires@pssuisse.ch).

Avec nos sincères remerciements, le PS Suisse

**IMPRESSUM SOLIDAIRES** – Le magazine des donateurs du PS Suisse paraît quatre fois par année en allemand et en français. L'abonnement annuel pour donatrices et donateurs est inclus dans le montant du don à partir de 5 francs. Dons: compte postal 30-520786-8, PS Suisse, 3011 Berne. Publication: PS Suisse, Theaterplatz 4, 3011 Berne, tél. 031 329 69 69, fax 031 329 69 70, [solidaire@pssuisse.ch](mailto:solidaire@pssuisse.ch). Rédaction: Dario Schai. Conception: Atelier Bläuer, Berne. Tirage: 50 000 exemplaires.



# À propos de l'air, de l'amour et de l'argent

**LA FORCE DU PS RÉSIDE DANS « LES GENS PLUTÔT QUE LES MILLIONS »**, comme l'affirme un slogan de la campagne de mobilisation menée avec succès en vue des élections fédérales. Le PS et ses collaborateurs/collaboratrices ne vivent toutefois pas seulement d'air, d'amour et de convictions. Le parti a besoin d'argent. Le budget du PS Suisse, qui est aussi publié sur Internet, s'élève à environ 6 millions de francs pour l'année électorale.



Rebekka Wyler,  
co-secrétaire  
générale  
PS Suisse

Concernant les dons de personnes morales, rappelons que le PS n'accepte que l'argent des coopératives et des sociétés de salarié-e-s, mais pas celui des sociétés anonymes ni des sociétés ayant d'autres formes juridiques. Par conséquent, les possibilités de financement du parti sont limitées. Les principales sources de financement sont les cotisations des membres et les dons. Nous dépendons de cet argent pour financer les dépenses de personnel et de matériel nécessaires à la réalisation de nos objectifs. En 2018, plus de 23 000 personnes ont soutenu le PS Suisse par un don. Parmi elles, 96 % sont de petits donateurs/petites donatrices, qui versent des dons annuels allant de 5 à moins de 500 francs. Le don moyen était de 66 francs l'année dernière. Sans ces – vos

(!) – contributions, le travail politique du PS n'est pas possible. Par cet article, nous voulons instaurer plus de transparence sur nos revenus et nos dépenses et vous montrer ainsi que votre argent est chez nous entre de bonnes mains.

## Sans les cotisations des membres et sans les dons, rien ne fonctionne

Les graphiques ci-dessous montrent la composition des revenus et des dépenses du PS Suisse. Le deuxième diagramme précise l'origine des revenus (valeurs moyennes pour 2015–2018). Plus de 90 % des revenus du PS proviennent des cotisations des membres et des dons. En termes de dépenses, une bonne moitié de l'argent va directement au travail de campagne politique. Il s'agit notamment des campagnes classiques sur papier et en ligne ainsi que de la campagne de mobilisation. Leur but est de mobiliser les électeurs et électrices. Le reste de l'argent va au travail général du parti. Les coûts mentionnés ici comprennent, par exemple, les salaires des employé-e-s du Secrétariat

central et du porte-parole, les coûts de production et d'impression de nos publications, les coûts des Congrès du parti et des Assemblées des délégué-e-s, les frais de formation et de recrutement des membres ainsi que les fonds pour les Femmes\* socialistes suisses, le PS Migrant-e-s, le PS60+ et la Jeunesse socialiste suisse. Le Groupe socialiste des chambres fédérales et le département politique du Secrétariat ont leur propre budget, d'environ 1,9 million de francs. Celui-ci est géré séparément des comptes du parti et est alimenté par les paiements statutaires de la Confédération et les cotisations des membres du Groupe parlementaire.

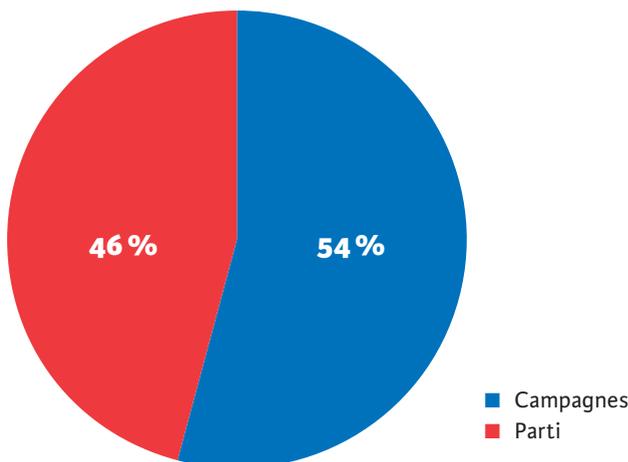
## Financement transparent de la politique

Le PS est d'avis que les flux financiers, en politique, doivent par principe être transparents. La population a le droit de savoir qui investit, combien et dans quelle campagne. C'est pourquoi le PS, avec d'autres organisations, a lancé en 2016 l'initiative sur la transparence, laquelle sera probable-

ment soumise à votation l'an prochain. Cette initiative populaire exige que les partis et les comités qui dépensent plus de 100 000 francs aient l'obligation de divulguer leurs finances. Les dons anonymes sont interdits. L'origine des dons dépassant 10 000 francs par an et par personne doit être indiquée. Le PS se conforme déjà à ces exigences sur une base volontaire et a publié un règlement sur les dons répondant à celles-ci. Si vous avez d'autres questions sur nos flux financiers, n'hésitez pas à nous contacter ([rebekka.wyler@pssuisse.ch](mailto:rebekka.wyler@pssuisse.ch), co-secrétaire générale). Merci beaucoup de votre précieux soutien!

**La population a le droit de savoir qui investit, combien et dans quelle campagne.**

Dépenses – Moyenne de 2015 à 2018



Revenu – Moyenne de 2015 à 2018

